

Faits divers

Une fillette brûlée vive A COURRIÈRES (P.-de-O.)

Les deux plus jeunes fillettes des époux Leboucq-Dereche, rue de la Courbe, se trouvaient seules à la maison. Elles se promenaient pour jouer avec des allumettes...

MALACEÏNE

L'habitude d'employer de la Crème de toilette Malaceïne donne au visage et aux mains de la femme, une sensation de fraîcheur naturelle aussi pure qu'agréable.

CHRONIQUE SPORTIVE

LES CHIENS

L'EXPOSITION CANINE INTERNATIONALE du 2 et 3 mai 1914 AU PALAIS RAMEAU, A LILLE. C'est aujourd'hui samedi la première journée de la importante Exposition Canine...

INDICATION UTILE. Le restaurant de Lille, le plus réputé pour sa cuisine et un vaste Le Rocher de Cancale...

CONSEIL DE GUERRE du 1er corps

REPROCHE UN INDISCIPLINÉ DU FORT GASSION

Vendredi matin, le conseil de guerre, présidé par M. Masselin, lieutenant-colonel du génie, a eu à s'occuper encore d'un indiscipliné du fort Gassion, le détenu Quélet, prévenu de voies de fait envers un supérieur pendant le service...

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux.

Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le commandant Vignal, passant sur les faits, qui sont avoués, s'attache à démontrer la pleine responsabilité de l'accusé et demande un verdict de culpabilité.

M. Macquart et M. Puaux prennent la défense de Quélet. S'appuyant, le premier sur le rapport du docteur Raviart, le second sur des lettres de Quélet à sa famille, ils demandent la pitié des juges.

Le conseil a reconnu Quélet coupable des faits qui lui étaient reprochés, sauf de bris de clôture, mais avec circonstances atténuées. Quélet a été condamné à cinq ans de travaux publics.

Dumer Jules, soldat au 148e d'infanterie, outrages par paroles, gestes et menaces envers un supérieur (un mois (sursis) ; défenseur, M. Macquart.

Ismaïel Julien, réserviste de la classe 1909, 148e d'infanterie, du recrutement d'Avoyes, insultes à un supérieur (détenu) ; défenseur, Meurice Auguste, réserviste de la classe 1900, 148e d'infanterie, du recrutement de Parthenay, insoumission, 4 mois ; défenseur M. Riou.

Bonnet Emile, soldat au 1er d'infanterie, désertion à l'intérieur avec emport d'effets, 4 mois ; défenseur, M. Brusseau, d'infanterie, désertion à l'étranger avec emport d'effets, un an de prison (sursis) ; défenseur, M. Gobert.

Benoît Louis, caporal au 84e d'infanterie, abandon de poste, acquitté ; défenseur, M. Brusseau.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mai 1914. HOMICIDE VOLONTAIRE AVEC PRÉMÉDITATION A CAMBRAI.

Henri Daubresse, né le 21 février 1883, journalier, à Cambrai, est accusé d'homicide volontaire avec préméditation. Le 19 novembre 1913, vers 6 heures du matin, Henri Leprieux arrivait à Cambrai, de Cauchy et traversait le jardin public pour se rendre chez sa mère. Il fut assailli par Daubresse, qui lui tira trois coups de revolver et prit la fuite. Leprieux, très grièvement atteint, fut transporté chez le docteur Galland qui le fit transporter à l'hôpital, où le blessé expira le lendemain.

Avant de mourir, il put faire connaître que Daubresse, qui guettait son passage, cabot derrière un arbre, avait tiré sur lui, sans provocation ni signe d'aucune sorte. Daubresse fut arrêté à Cambrai le même jour. Il prétendit et il soutient encore qu'il a agi en état de légitime défense, ayant été lui-même assailli par Leprieux qui lui a voulu depuis longtemps et qui l'aurait menacé d'un coup de couteau.

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux. Leprieux était, il est vrai, porteur d'un couteau (d'après le P. Ramière). Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

M. le commandant Vignal, commissaire

COMPAGNIE D'ASSURANCES GÉNÉRALES

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le commandant Vignal, passant sur les faits, qui sont avoués, s'attache à démontrer la pleine responsabilité de l'accusé et demande un verdict de culpabilité.

M. Macquart et M. Puaux prennent la défense de Quélet. S'appuyant, le premier sur le rapport du docteur Raviart, le second sur des lettres de Quélet à sa famille, ils demandent la pitié des juges.

Le conseil a reconnu Quélet coupable des faits qui lui étaient reprochés, sauf de bris de clôture, mais avec circonstances atténuées. Quélet a été condamné à cinq ans de travaux publics.

Dumer Jules, soldat au 148e d'infanterie, outrages par paroles, gestes et menaces envers un supérieur (un mois (sursis) ; défenseur, M. Macquart.

Ismaïel Julien, réserviste de la classe 1909, 148e d'infanterie, du recrutement d'Avoyes, insultes à un supérieur (détenu) ; défenseur, Meurice Auguste, réserviste de la classe 1900, 148e d'infanterie, du recrutement de Parthenay, insoumission, 4 mois ; défenseur M. Riou.

Bonnet Emile, soldat au 1er d'infanterie, désertion à l'intérieur avec emport d'effets, 4 mois ; défenseur, M. Brusseau, d'infanterie, désertion à l'étranger avec emport d'effets, un an de prison (sursis) ; défenseur, M. Gobert.

Benoît Louis, caporal au 84e d'infanterie, abandon de poste, acquitté ; défenseur, M. Brusseau.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mai 1914. HOMICIDE VOLONTAIRE AVEC PRÉMÉDITATION A CAMBRAI.

Henri Daubresse, né le 21 février 1883, journalier, à Cambrai, est accusé d'homicide volontaire avec préméditation. Le 19 novembre 1913, vers 6 heures du matin, Henri Leprieux arrivait à Cambrai, de Cauchy et traversait le jardin public pour se rendre chez sa mère. Il fut assailli par Daubresse, qui lui tira trois coups de revolver et prit la fuite. Leprieux, très grièvement atteint, fut transporté chez le docteur Galland qui le fit transporter à l'hôpital, où le blessé expira le lendemain.

Avant de mourir, il put faire connaître que Daubresse, qui guettait son passage, cabot derrière un arbre, avait tiré sur lui, sans provocation ni signe d'aucune sorte. Daubresse fut arrêté à Cambrai le même jour. Il prétendit et il soutient encore qu'il a agi en état de légitime défense, ayant été lui-même assailli par Leprieux qui lui a voulu depuis longtemps et qui l'aurait menacé d'un coup de couteau.

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux. Leprieux était, il est vrai, porteur d'un couteau (d'après le P. Ramière). Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

M. le commandant Vignal, commissaire

MARCHÉS

COURS DU MARON RÉGLEMENTÉ DE LA RÉGION DU NORD. LILLE, le 1er mai 1914. AVOINES. AVOINES. AVOINES. AVOINES.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le commandant Vignal, passant sur les faits, qui sont avoués, s'attache à démontrer la pleine responsabilité de l'accusé et demande un verdict de culpabilité.

M. Macquart et M. Puaux prennent la défense de Quélet. S'appuyant, le premier sur le rapport du docteur Raviart, le second sur des lettres de Quélet à sa famille, ils demandent la pitié des juges.

Le conseil a reconnu Quélet coupable des faits qui lui étaient reprochés, sauf de bris de clôture, mais avec circonstances atténuées. Quélet a été condamné à cinq ans de travaux publics.

Dumer Jules, soldat au 148e d'infanterie, outrages par paroles, gestes et menaces envers un supérieur (un mois (sursis) ; défenseur, M. Macquart.

Ismaïel Julien, réserviste de la classe 1909, 148e d'infanterie, du recrutement d'Avoyes, insultes à un supérieur (détenu) ; défenseur, Meurice Auguste, réserviste de la classe 1900, 148e d'infanterie, du recrutement de Parthenay, insoumission, 4 mois ; défenseur M. Riou.

Bonnet Emile, soldat au 1er d'infanterie, désertion à l'intérieur avec emport d'effets, 4 mois ; défenseur, M. Brusseau, d'infanterie, désertion à l'étranger avec emport d'effets, un an de prison (sursis) ; défenseur, M. Gobert.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mai 1914. HOMICIDE VOLONTAIRE AVEC PRÉMÉDITATION A CAMBRAI.

Henri Daubresse, né le 21 février 1883, journalier, à Cambrai, est accusé d'homicide volontaire avec préméditation. Le 19 novembre 1913, vers 6 heures du matin, Henri Leprieux arrivait à Cambrai, de Cauchy et traversait le jardin public pour se rendre chez sa mère. Il fut assailli par Daubresse, qui lui tira trois coups de revolver et prit la fuite. Leprieux, très grièvement atteint, fut transporté chez le docteur Galland qui le fit transporter à l'hôpital, où le blessé expira le lendemain.

Avant de mourir, il put faire connaître que Daubresse, qui guettait son passage, cabot derrière un arbre, avait tiré sur lui, sans provocation ni signe d'aucune sorte. Daubresse fut arrêté à Cambrai le même jour. Il prétendit et il soutient encore qu'il a agi en état de légitime défense, ayant été lui-même assailli par Leprieux qui lui a voulu depuis longtemps et qui l'aurait menacé d'un coup de couteau.

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux. Leprieux était, il est vrai, porteur d'un couteau (d'après le P. Ramière). Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

M. le commandant Vignal, commissaire

MARCHÉS

COURS DU MARON RÉGLEMENTÉ DE LA RÉGION DU NORD. LILLE, le 1er mai 1914. AVOINES. AVOINES. AVOINES. AVOINES.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le commandant Vignal, passant sur les faits, qui sont avoués, s'attache à démontrer la pleine responsabilité de l'accusé et demande un verdict de culpabilité.

M. Macquart et M. Puaux prennent la défense de Quélet. S'appuyant, le premier sur le rapport du docteur Raviart, le second sur des lettres de Quélet à sa famille, ils demandent la pitié des juges.

Le conseil a reconnu Quélet coupable des faits qui lui étaient reprochés, sauf de bris de clôture, mais avec circonstances atténuées. Quélet a été condamné à cinq ans de travaux publics.

Dumer Jules, soldat au 148e d'infanterie, outrages par paroles, gestes et menaces envers un supérieur (un mois (sursis) ; défenseur, M. Macquart.

Ismaïel Julien, réserviste de la classe 1909, 148e d'infanterie, du recrutement d'Avoyes, insultes à un supérieur (détenu) ; défenseur, Meurice Auguste, réserviste de la classe 1900, 148e d'infanterie, du recrutement de Parthenay, insoumission, 4 mois ; défenseur M. Riou.

Bonnet Emile, soldat au 1er d'infanterie, désertion à l'intérieur avec emport d'effets, 4 mois ; défenseur, M. Brusseau, d'infanterie, désertion à l'étranger avec emport d'effets, un an de prison (sursis) ; défenseur, M. Gobert.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mai 1914. HOMICIDE VOLONTAIRE AVEC PRÉMÉDITATION A CAMBRAI.

Henri Daubresse, né le 21 février 1883, journalier, à Cambrai, est accusé d'homicide volontaire avec préméditation. Le 19 novembre 1913, vers 6 heures du matin, Henri Leprieux arrivait à Cambrai, de Cauchy et traversait le jardin public pour se rendre chez sa mère. Il fut assailli par Daubresse, qui lui tira trois coups de revolver et prit la fuite. Leprieux, très grièvement atteint, fut transporté chez le docteur Galland qui le fit transporter à l'hôpital, où le blessé expira le lendemain.

Avant de mourir, il put faire connaître que Daubresse, qui guettait son passage, cabot derrière un arbre, avait tiré sur lui, sans provocation ni signe d'aucune sorte. Daubresse fut arrêté à Cambrai le même jour. Il prétendit et il soutient encore qu'il a agi en état de légitime défense, ayant été lui-même assailli par Leprieux qui lui a voulu depuis longtemps et qui l'aurait menacé d'un coup de couteau.

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux. Leprieux était, il est vrai, porteur d'un couteau (d'après le P. Ramière). Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

M. le commandant Vignal, commissaire

BOULONS & PETROLES

BOULONS. Les 10 kilos font 100 francs. ALIEN. Les 10 kilos font 100 francs. ALIEN. Les 10 kilos font 100 francs.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le Rapport présenté à l'Assemblée générale annuelle de la Compagnie d'Assurances Générales sur la Vie expose, que le montant des Assurances souscrites en 1913 s'est élevé à 101.951.057 francs et qu'il a été constitué 1.105.732 francs de Fonds Viagers.

Le commandant Vignal, passant sur les faits, qui sont avoués, s'attache à démontrer la pleine responsabilité de l'accusé et demande un verdict de culpabilité.

M. Macquart et M. Puaux prennent la défense de Quélet. S'appuyant, le premier sur le rapport du docteur Raviart, le second sur des lettres de Quélet à sa famille, ils demandent la pitié des juges.

Le conseil a reconnu Quélet coupable des faits qui lui étaient reprochés, sauf de bris de clôture, mais avec circonstances atténuées. Quélet a été condamné à cinq ans de travaux publics.

Dumer Jules, soldat au 148e d'infanterie, outrages par paroles, gestes et menaces envers un supérieur (un mois (sursis) ; défenseur, M. Macquart.

Ismaïel Julien, réserviste de la classe 1909, 148e d'infanterie, du recrutement d'Avoyes, insultes à un supérieur (détenu) ; défenseur, Meurice Auguste, réserviste de la classe 1900, 148e d'infanterie, du recrutement de Parthenay, insoumission, 4 mois ; défenseur M. Riou.

Bonnet Emile, soldat au 1er d'infanterie, désertion à l'intérieur avec emport d'effets, 4 mois ; défenseur, M. Brusseau, d'infanterie, désertion à l'étranger avec emport d'effets, un an de prison (sursis) ; défenseur, M. Gobert.

COUR D'ASSISES DU NORD

Audience du 1er mai 1914. HOMICIDE VOLONTAIRE AVEC PRÉMÉDITATION A CAMBRAI.

Henri Daubresse, né le 21 février 1883, journalier, à Cambrai, est accusé d'homicide volontaire avec préméditation. Le 19 novembre 1913, vers 6 heures du matin, Henri Leprieux arrivait à Cambrai, de Cauchy et traversait le jardin public pour se rendre chez sa mère. Il fut assailli par Daubresse, qui lui tira trois coups de revolver et prit la fuite. Leprieux, très grièvement atteint, fut transporté chez le docteur Galland qui le fit transporter à l'hôpital, où le blessé expira le lendemain.

Avant de mourir, il put faire connaître que Daubresse, qui guettait son passage, cabot derrière un arbre, avait tiré sur lui, sans provocation ni signe d'aucune sorte. Daubresse fut arrêté à Cambrai le même jour. Il prétendit et il soutient encore qu'il a agi en état de légitime défense, ayant été lui-même assailli par Leprieux qui lui a voulu depuis longtemps et qui l'aurait menacé d'un coup de couteau.

Il est certain que depuis longtemps, existait une vive animosité entre Daubresse et Leprieux. Leprieux était, il est vrai, porteur d'un couteau (d'après le P. Ramière). Le conseil de guerre du 3e corps, à Rouen, le condamna encore à quatre ans de prison pour outrages envers un supérieur pendant le service et bris de clôture.

Envoyé au pénitencier du fort Gassion pour subir sa peine, Quélet eut une conduite exemplaire pendant 18 mois, jusqu'en octobre 1913. Il fut alors déçu en apprenant qu'une réduction de peine, un lieu d'une libération, lui était accordés.

Il devint désoberbé, indiscipliné et, un jour, ayant été avec ses fers, il porta un coup de manche de balai à son supérieur, le capitaine Riblier, qui l'avait blessé aux poignets en le serrant trop fort.

Pendant ce temps, et à la suite d'une visite de la mère de Quélet, un rédacteur du "Temps", M. Puaux, faisait des démarches au ministère pour obtenir un changement de pénitencier en faveur du détenu. M. Puaux avait réussi, mais la décision administrative arriva trop tard, quand Quélet fut conduit à la prison de Lille, où il se livra, encore au surréalisme et brisa une fenêtre.

L'interdiction du procès demanda un certain temps. On fit en effet valoir la faiblesse mentale et l'infirmité de l'individu, et d'autre part on fit état de la sévérité des sanctions survenant.

Des rapports médicaux furent établis, deux par des médecins militaires, qui concluaient à une responsabilité entière, une autre, à la demande de la défense, par le docteur Raviart, directeur de la clinique d'Erasmus, qui concluait à une responsabilité limitée.

M. le commandant Vignal, commissaire

M. le commandant Vignal, commissaire

FEUILLETON N° 15

L'ILE ENVAHIE

Par Georges de Lys

En réalité, un régiment composait bien la reconnaissance, mais il était engagé sur la route nationale, détachant à sa droite un bataillon vers Santa-Lucia-D'Alta...

Le capitaine Martel et sa compagnie prendraient immédiatement la route de Levia en formation d'arrière-garde et suivraient ainsi la colonne qui se dirigeait sur Aullène par Serra-di-Scopamène.

Le jeune fille l'avait frappé. Son être s'ouvrait à une révélation qui l'emplissait d'un trouble inconnu. Mais il eussent la tête, s'émoussant tout riva à l'heure où la défense nationale devait seule absorber sa pensée...

répondait le sauteur créolement de la matrasseuse. Toutes les prévisions d'Hervé se justifiaient. Seulement, grâce à sa marche par les chemins de traverse, il avait devancé l'adversaire, qui n'arrivait au point où il comptait l'arrêter qu'après son passage...

La nuit, un régiment composait bien la reconnaissance, mais il était engagé sur la route nationale, détachant à sa droite un bataillon vers Santa-Lucia-D'Alta...

CHOCOLAT D'AGUEBELLE CACAO D'AGUEBELLE. Dépôt: 74 bis, rue Nationale, LILLE. Téléphone 11-26. 051. Le Gérant: Ch. VERAN.